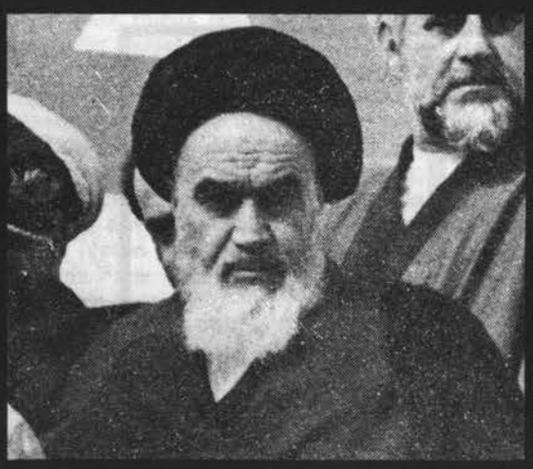
nº105

front libertaire

26 Février 1979 4fr

des luttes de classe

édité par l'Organisation Communiste Libertaire



Ni Dieu, Ni Maitres

Autonomie Ouvriere !

front libertaire
des luttes de classe

Édité par
l'Organisation Communiste Libertaire
33, rue des Vignoles, 75020 Paris
Tél. 370.46.86
Permanence : tous les jours de 14 à 19 h

Directeur de publication : G. SEBBAH
Dépôt légal 42 447. Com. par. 51613
Imprimerie Edit 71
9, rue A. Métivier 75020 Paris
Tél. 636.89.09

★ ★ ★ ★ ★

ABONNEMENT

FRANCE

12 numéros plis ouverts	40 F
Soutien	65 F
Plis fermés	80 F
24 numéros plis ouverts	80 F
Soutien	130 F
Plis fermés	160 F
Abonnement de diffusion :	
5 ex. pendant 10 n°	145 F
10 ex. pendant 10 n°	290 F
5 ex. pendant 1 an	290 F
10 ex. pendant 1 an	500 F
Etranger :	
24 numéros plis ouverts	100 F
Soutien	150 F
Plis fermés	180 F

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 F en timbres.

C.C.P. « FRONT LIBERTAIRE »
33 907 40 La Source

Secrétariats de l'Organisation Communiste Libertaire :
NORD : BARBEILLON B.P 52 59240 DUNKERQUE
CHAMPAGNE-ARDENNES : Annie Moreau, BP 1275, 51060 Reims Cedex.
EST : O.C.L. : c/o Librairie « Le Temps des Cerises », 16, rue Gustave Simon – 54000 Nancy.
OUEST-NORMANDIE : FL, c/o La Taupe, 2 quai Lalande, 72000 Le Mans.
BRETAGNE : Dieudonné MOISAN, BP 18, 22220 Tréguier.
RÉGION PARISIENNE : 33 rue des Vignoles, 75020 Paris.
CENTRE : La Commune, BP 1228, 45002 Orléans Cedex.
BOURGOGNE-FRANCHE COMTÉ : Nestor, BP 1064, 21025 Dijon Cedex.
AUVERGNE LIMOUSIN : Guéret (écrire à Orléans).
RHONE-ALPES : OCL c/o ACLR, 13 rue Pierre Blanc, 69001 Lyon.
SUD-EST : Germinal, 19 rue des Suisses, 13200 Arles.
SUD-OUEST : MOKA c/o Librairie « L'Étincelle », 50, rue Pasteur – 64000 Pau.
SUD (CENTRE) : Fédération de l'Aude, B.P. 128 – 11000 Carcassonne.
NORMANDIE : A.S.T.V.E.M.U., BP 170, 14008 Caen Cedex.

Pour tout contact, s'adresser directement aux secrétariats régionaux.

ERRATA

Dans la brochure *Dialogue avec l'OCL*, un certain nombre d'erreurs de composition se sont glissées ; en particulier à la page 4, ligne 21, il faut lire : « cette brochure **n'a pas** un aspect propagandiste » au lieu de « a un aspect ».

A la page 6 ligne 21, il faut lire « **nous récusons** » au lieu de « nous **résumons** ». Dans la même page, à la dernière ligne, il faut lire « courant **bien** défini du mouvement révolutionnaire ».

Il y a bien d'autres fautes, mais elles sont moins graves.

SOUSCRIPTION FL

montant; .....

ville; .....

BULLETIN D'ABONNEMENT

nom

prénom

adresse

profession

CHEQUES A L'ORDRE DE « *Front Libertaire* »

★★

Suite de la p. 5

a été la reconnaissance par Lénine du père du Chah comme représentant de la bourgeoisie nationale. Et d'autre part, le retrait du soutien de l'Armée rouge par Staline à la République démocratique du Kurdestan en échange de concessions de zones pétrolifères dans le nord. Plusieurs communistes iraniens ont été massacrés par Staline. Pour toutes ces trahisons, le communisme a été quasiment rejeté et cela a contribué au ralliement des structures comme le Front National, plus ou moins social-démocrate, ou à la religion chiite.

FL – Mais tu nous as dit en fait que les Iraniens n'étaient pas des fanatiques de la religion, qu'il n'y avait pas une forte pratique religieuse, mais il existe un pouvoir religieux. Y a-t-il un pouvoir matériel des religieux ?

R – Il y a d'abord le rapport des religieux avec le Bazar. Mais certains faisaient partie de la classe privilégiée et possédaient des biens. Certains disent même qu'un grand nombre de religieux sont passés dans l'opposition après la réforme agraire qui avait touché leurs terres. Mais même les religieux formant l'entourage de Khomeny font partie de couches tout à fait hétérogènes ; beaucoup de religieux vivaient des discours qu'ils prononçaient dans les villages où ils passaient, ou chez des particuliers. Ils recevaient des dons destinés à la redistribution parmi les pauvres et pour les rites religieux, une sorte d'impôt accordé. Mais les dons étaient accordés selon la confiance qu'on avait envers les religieux. Selon la loi islamique, tout le monde doit donner ; par exemple, si l'on possède quelque chose en cinq exemplaires on doit en donner un.

FL – Est-ce que quand même, à une époque, il y a eu partage du pouvoir entre la monarchie et la religion ?

R – Non. Le Chah a dit que les Chiites ne peuvent s'affirmer politiquement que dans l'état de contestation. Le père du Chah a commencé par emprisonner et même assassiner un certain nombre de religieux.

FL – Et quelles sont les différentes couches sociales qui forment l'entourage de Khomeny ?

R – Le rôle de Khomeny a été de favoriser la création d'un « Front populaire » en Iran et autour de lui, mais ce front cache des intérêts totalement divergents et est, à mon avis, voué à l'échec. Mais dans l'entourage de Khomeny ou de son Premier ministre, il y a des gens qui font partie de la noblesse iranienne, de l'intelligentzia social-démocrate, et aussi des nationalistes iraniens qui ont souvent été désignés comme des « nazis » iraniens.

6 Fevrier 1979

Entretien avec...

FL – Tu te revendiques comme anarchiste. Tu es Iranien et tu penses qu'actuellement, de par le fait que tu es anarchiste, cela ne sert à rien de retourner, pour toi, en Iran ?

R – Non, je ne dis pas que cela ne sert à rien, c'est-à-dire que pour retourner en Iran, il faut être au moins un groupe ; individuellement, mon action n'aurait pas une grande portée en Iran parce que je me retrouverais seul. La situation n'est pas claire, on ne sait rien, on ne sait pas si le régime va tenir ses promesses et s'il y aura un climat de liberté en Iran pour qu'on puisse mener une action, pour qu'on puisse faire une propagande réelle, introduire des idées anarchistes au sein des Iraniens

FL – Oui, visiblement le problème qui se pose, c'est qu'il n'y a pas de mouvement qui se revendique, peut-être pas comme anarchiste, mais au moins avec une sensibilité libertaire, ni en Iran, ni à l'étranger. Est-ce qu'il y a des groupes qui sont créés ou liés à l'étranger ?

R – J'étais pratiquement le seul à découvrir d'abord les idées libertaires. Peut-être qu'il y en a d'autres qui les ont découvertes auparavant, mais personne ne s'est engagé à faire quoi que ce soit dans ce sens. J'ai commencé à introduire certains textes dans le but de faire sympathiser les gens et de leur présenter ce qu'est l'anarchie mais, au cours de mon travail, j'ai contacté que certaines personnes plus ou moins sympathisantes ou qui avaient des connaissances un plus globales mais, jusqu'à présent, on est plus ou moins des individus qui se réclament des idées libertaires, mais il n'y a aucun lien actif entre eux, mais on ne peut pas ni en Iran, ni en d'autres pays, parler de mouvement anarchiste.

FL – Le travail de traduction des textes paraît la seule action faisable pour vous. A qui la destines-tu matériellement ? Qui devait la lire : des Iraniens en Iran ou des Iraniens qui étaient en exil ?

R – Jusqu'au renversement du Chah, il était impossible de faire quoi que ce soit en Iran, c'est-à-dire qu'il fallait que ce soit toujours clandestin. Je n'avais aucun moyen de faire de la propagande en Iran. Les publications étaient destinées aux étudiants qui se trouvaient à Paris, et on a pu faire quelques voyages à Londres, à Bruxelles ou ailleurs. Mais on n'a pas pu, du fait de n'avoir pas un soutien actif de la part des organisations libertaires, faute de moyens peut-être de leur part, faire une action de grande portée. Les publications étaient de tirage de 500 à 700 au maximum et destinées aux étudiants et aux Iraniens qui se trouvaient en Europe.

FL – Et au départ, c'est-à-dire il y a un an ou deux, quel soutien attendais-tu des organisations libertaires à l'étranger ?

R – C'était soutenir le mouvement inconditionnellement, loin des divergences théoriques. Personnellement, je n'appartiens pas à une organisation libertaire en France et je n'ai encore que quelques idées ou quelques tendances sur certains points ; je n'ai pas encore de position claire et le soutien que j'attendais, c'est d'abord faire publier ces publications à un niveau plus grand, plus vaste, et les distribuer au sein des Iraniens par leur propre groupe qui se trouvait en Europe et éventuellement s'il y avait moyen d'intégrer ces publications en Iran, de les envoyer sur place, mais je préférerais garder tout à fait l'indépendance à l'égard des organisations. Ce qui est difficile parce que je vois qu'actuellement toutes les organisations essaient de faire sympathiser les gens avec leur propre « chapelle ». Je voulais toujours garder l'autonomie en face de toutes les organisations. J'ai contacté diverses organisations en France ou ailleurs, en Italie, en Angleterre, mais j'ai souhaité que notre action soit tout à fait autonome et qu'il y ait une solidarité entre nous et les gens qui se réclament des idées libertaires, c'est-à-dire cela sera la voie et le but que je poursuivrai à l'avenir.

FL – Nous, en tant que libertaires en France, en Italie ou en Angleterre, quel travail aurait-on pu faire par rapport à une quelconque propagande vis-à-vis de ceux que tu veux toucher ?

R – C'est-à-dire au maximum d'essayer de faire sympathiser les gens avec les idées libertaires et de tirer au maximum possible les ouvrages et collecter au niveau des finances aussi, parce qu'au début on avait besoin d'un certain soutien matériel qui pourrait être remboursé et qui pourrait provenir de la vente de brochures ou publications, pour qu'on puisse mettre sur pied un journal ou un bulletin qui nous aiderait dans ce sens. Actuellement on n'a aucun moyen à part de maigres ressources personnelles. On n'a pas d'autre moyen de faire des publications à grand tirage. Je pense que la question des finances sera résolue du fait que toutes les publications seront vendues sur le marché assez rapidement, mais j'ai envoyé des colis et des lettres dans les groupes étrangers et malheureusement je n'ai eu que peu de réponses.

FL – Le soutien matériel et financier au sens large, c'est un fait. Une petite digression : si nous avions essayé, nous, libertaires français, de faire une propagande dirigée vers le milieu iranien exilé, c'est un peu comme le « travail » qu'essaie de faire le mouvement maoïste en France vis-à-vis des travailleurs immigrés en profitant que ce mouvement est actuellement en lutte pour essayer de le « maoïser ». Et, à la limite, qu'est-ce qu'on aurait pu faire de plus ? Ce n'est pas à nous de le faire. Le seul soutien que l'on peut apporter, c'est un soutien financier et matériel comme mettre nos moyens d'expression à votre disposition.

R – Dans le fond, vous avez raison, il est difficile de demander de faire sympathiser les Iraniens avec le mouvement libertaire en le gardant à l'écart de votre idéologie propre. C'est d'abord quelque chose de quasiment impossible, mais je pense que la seule différence entre les maoïstes et les libertaires, c'est que les libertaires n'ont jamais eu l'intention de canaliser le mouvement des diverses organisations étrangères pour leur propre objectif ; c'est-à-dire les immigrés ont toujours été un moyen pour les organisations marxistes de les récupérer et de canaliser leur mouvement pour qu'il puisse constituer une certaine force marxiste, alors que cela ne doit pas être le but des libertaires. Je pense que les libertaires doivent surtout propager leurs idées par leurs moyens d'expression et laisser la possibilité à ces immigrés de s'informer eux-mêmes, de ne pas créer une quelconque organisation à partir de Paris, de Londres ou d'ailleurs.

FL – Est-ce que tu emploies le terme « immigré » dans le sens où on l'emploie ordinairement en France ? Est-ce que tu te considères comme un immigré simplement ou considères-tu que les Iraniens en France sont en exil politiquement ? J'explique la différence : c'est-à-dire que l'immigration en France est à l'origine due à une situation purement économique de pays ex-colonisés, tandis que le milieu iranien en France est considéré comme un milieu d'exilés « politiques ». Est-ce que toi tu fais la même différence ?

R – Étymologiquement, j'entends par immigrés les gens qui, pour diverses raisons ont été obligés de quitter leur pays, soit par désaccord avec le gouvernement, soit ne pouvant pas supporter le climat de répression et actuellement il s'agit des immigrés qui sont dans cette catégorie-là, mais il y a peut-être d'autres classes sociales qui quittent le pays volontairement, qui ont des moyens assez élargis et qui préfèrent profiter de certains avantages de la société occidentale, dans le cas des Iraniens.

FL – Et socialement, les Iraniens en France, c'est un milieu plutôt aisé, plutôt pauvre ?

R – Socialement, ceux qui se réclament des idées de gauche sont pour la plupart de la moyenne bourgeoisie qui tend vers la grande bourgeoisie mais, même ces gens-là constituent des couches hétérogènes ; c'est-à-dire qu'il y a des gens qui sont pauvres, qui dépendent de l'aide financière de l'État, mais il y a aussi des gens qui font partie de l'ancienne aristocratie iranienne qui a été lésée et ruinée par les événements de ces dernières années, mais y compris en France, beaucoup d'Iraniens appartiennent à la classe aisée et parvenue.

FL – Dans le milieu iranien actuellement en exil, il y a une partie de couches privilégiées sociales iraniennes ?

R – Ils faisaient partie de la haute bourgeoisie, de l'entourage du Chah, de la hiérarchie militaire et des autres institutions du pays. Ces gens-là ont dû quitter le pays dernièrement à cause des événements récents mais ces gens qui venaient auparavant, qui étaient appeurés par les mouvements de gauche, c'était le milieu de la petite et de la moyenne bourgeoisie tendant parfois vers la haute bourgeoisie. Ces gens-là faisaient aussi partie de couches hétérogènes, c'est-à-dire qu'il y avait des différences de moyens et de revenus familiaux entre ces gens ; par exemple ceux qui dépendaient de l'aide de l'État ou ceux qui pouvaient subvenir à leurs besoins par leur propre famille.

FL – Je ne comprends pas pourquoi

un libertaire

alors ces gens qui sont riches (je ne parle pas des derniers immigrés qui sont partis parce qu'ils sentaient la merde en Iran), mais ceux qui sont en France depuis trois ou quatre ans, qui ont une position financière privilégiée en Iran, pourquoi viennent-ils en France, même en prenant en compte l'attrait du mode de vie occidental ?

R – Le fait d'avoir passé quelques années en Europe constitue un certain prestige quand on est de retour en Iran pour un certain milieu qui est le milieu occidentalisé ou le milieu qui prenait l'Occident comme exemple. Mais ce n'est pas le cas de tout le monde parce qu'ils peuvent être rejetés par le milieu du Bazar et des religieux, mais il valait mieux étudier dans certaines facultés de Paris, de Londres ou d'ailleurs qu'être étudiant en Iran ; ainsi que d'autres avantages : certaine liberté qu'ils n'avaient pas en Iran.

FL – Liberté donnée par le mode de vie occidental ou liberté par rapport au régime politique de l'Iran sous le Chah, c'est-à-dire, par exemple, qu'est-ce que cela sous-entend pour la bourgeoisie iranienne comme liberté le mode de vie occidental ?

R – Le mode de vie occidental : c'est par exemple les rapports sexuels. Certains étaient attirés par les films érotiques ou les nuits du Lido ou des Folies Bergères. Les bourgeois sont attirés par ces choses-là qui n'existent pas en Iran.

FL – Les médias, tel qu'ils présentent actuellement la situation en Iran, disent qu'en fin de compte c'était, sous le régime du Chah, « beaucoup plus libéral » que cela ne peut être sous le régime religieux actuellement, au niveau des femmes, de la sexualité, de tous les autres comportements ?

R – La libéralisation des femmes était une fausse libéralisation. Par exemple la prostitution en Iran a été très élargie du fait que les gens ne pouvaient pas constituer de famille, vu la chèreté de la vie ; donc la prostitution était favorisée et les femmes n'étaient pas tellement libres et même ici, la liberté dont on parle, c'est la liberté imaginaire, c'est un bonheur fabriqué par la société de consommation, et cette libéralisation elle est dans le même sens, c'est-à-dire qu'il n'y aurait pas de liberté réelle et au niveau des femmes sous le régime du Chah, si l'on entend par liberté ce qui favorisait la prostitution.

FL – Mais c'est l'image qu'essaient d'en donner les mass-média. C'est-à-dire, quand tu écoutes les informations en France, tu entends le commentateur qui verse une larme attendrie en disant : « Ah, les pauvres femmes, qu'est-ce qu'elles vont en baver sous le régime de l'Ayatollah ! », sous-entendant qu'avant, elles étaient heureuses.

R – Les femmes étaient davantage dans l'insécurité sous le régime du Chah, le viol devenait courant, et actuellement d'après les communications que j'ai eues avec l'Iran ce genre de pratique existe de moins en moins. Je ne partage pas l'avis des religieux qui veulent canaliser tous les rapports dans leur loi religieuse, mais je ne suis pas pour la libéralisation à « l'occidentale » qui n'est pas une liberté réelle mais fictive.

FL – C'est changer des chaînes par d'autres chaînes ?

R – Les gens vivaient dans l'insécurité sous le régime du Chah. Les femmes étaient violées, même des femmes possédant une voiture (signe de richesse). La misère des rapports sexuels était devenue très aiguë. Je ne sais pas comment résoudre ce problème.

FL – Est-ce que tu crois qu'un régime uniquement de type religieux peut vivre et survivre longtemps en Iran ? et sur quoi peut-il s'appuyer ?

R – Vivre et survivre ? Cela vient en Iran du fait que n'importe quel État a besoin de l'appui de la religion. Le gouvernement iranien avait fait le vide sous ses pieds en

s'opposant aux religieux et maintenant l'État et la religion vont se donner la main.. Cela va créer une certaine stabilité pour un certain temps, mais, d'autre part, comme depuis ces dernières années la classe ouvrière commence à s'affirmer, les ouvriers vont déborder. A mon avis le gouvernement religieux n'arrivera pas à répondre aux revendications des ouvriers. Le mouvement ouvrier va se développer et va dépasser l'aspect religieux qu'il s'est donné ces derniers temps.

FL – Il semble que ces derniers temps, cela s'est déjà produit. Il semble qu'au sein même de ceux qu'on a présentés comme « Khomenystes » il y ait par exemple des gens qui étaient favorables à distribuer tout de suite les armes au peuple et qu'au sein même il y avait d'autres partisans qui disaient non. Il y avait une autre tendance qui refuse d'appeler à la guerre sainte, et qui voulait contrôler le mouvement qui s'est développé et qui trouvait que ce mouvement allait trop loin et, d'après ce qu'on lit même dans la presse de gauche et révolutionnaire en France, que le peuple allait chercher des armes dans les casernes, il trouvait aux portes des casernes des partisans de Khomeny qui déjà essayaient de récupérer les armes...

R – C'est-à-dire que pour que les institutions étatiques puissent contrôler la situation, il faut d'abord que le moyen de défense militaire soit récupéré par les institutions. Juste après le renversement de Baktiar, les religieux ont demandé que les gens rendent les armes et certains ont refusé. Il paraît que ces gens-là font en majorité partie des organisations de fedayins marxistes. Mais un peuple en armes est difficilement contrôlable par les institutions étatiques et l'objectif des religieux est d'instaurer une république islamique que contrôleraient les moyens juridiques, exécutifs et militaires.

FL – A un moment donné, pour asseoir la victoire de l'Ayatollah et de ses partisans sur Baktiar, il était nécessaire qu'il y ait un mouvement populaire qui se développe, mais est-ce que ça n'a pas été déjà pour les religieux trop loin, c'est-à-dire que l'insurrection qu'ils prévoyaient a dépassé leurs plus fortes espérances et cela les a un peu pris de court : dans la presse révolutionnaire, on a l'impression aussi que l'Ayatollah, pendant les insurrections de Téhéran, a été dépassé par les événements. Maintenant il y a un essai de reprise en main, mais les gens qui pillaient les armes pour leurs organisations ou pour des cas isolés ne les ont pas rendues.

Au niveau de la grève, il semble que malgré les appels à l'ordre de l'Ayatollah pour que le pays se remette en marche, et notamment au niveau des compagnies d'aviation se remettent en marche pour faire des sauvetages individuels, c'est pas aussi simple que ça de remettre en marche un pays, parce que le peuple n'a peut-être pas tellement envie de se remettre tout de suite dans les ordres des religieux, que de fait les données politiques sont à nouveau bouleversées ?

R – Je pense que l'Ayatollah n'a fait que suivre les événements, c'est-à-dire comme le font tous les dirigeants politiques, canaliser au moment opportun la colère de la masse. C'est la masse qui a pris l'initiative de renverser Baktiar. C'est la masse qui a pris d'abord l'initiative de renverser le Chah. A mon avis, les religieux sont dépassés par le mouvement, mais comme le mouvement n'a pas ses propres structures, les gens seront obligés de se mettre au service d'un quelconque État ; actuellement, il n'y a pas d'autres gens qui ont les moyens d'établir des institutions, vu que la plupart des anciennes structures du régime et les

iranien

gens qui en faisaient partie se sont ralliés à Khomeny et qu'ils pourront contribuer à la création des institutions nouvelles sous la bannière de l'Islam. Mais ces institutions seront à leur tour dépassées par la masse. Mais le danger existe aussi que la masse soit canalisée par d'autres organisations. Par exemple, j'ai entendu dire qu'il y avait beaucoup d'adhésions au parti Toudhé (Parti communiste iranien) et qu'il aurait une certaine mainmise sur les ouvriers, surtout dans les raffineries de pétrole, et ils ont rejeté certains appels de l'Ayatollah qui leur demandait de reprendre la production pétrolifère pour les consommations intérieures.

FL – Qu'est-ce que c'est, le mouvement ouvrier en Iran ? Quelles luttes y a-t-il eu sous le régime du Chah et quelle forme de lutte peut-il se donner maintenant ?

R – D'abord, les informations manquent à ce sujet. Sous le régime du Chah le mouvement ouvrier était canalisé par le syndicat jaune et la SAVAK était présente partout au sein de ce syndicat. Ensuite, pendant l'insurrection, il y a eu des mouvements de grève dans les raffineries de pétrole et il y a eu des négociations directes entre le Premier ministre de Khomeny, et les grévistes. Il est pratiquement sûr que les grévistes sont organisés dans des comités, mais la forme et les buts de ces comités reste plus ou moins une inconnue pour le moment. Est-ce qu'il y a déjà eu une politisation de ces ouvriers dans le sens de la création d'un parti ouvrier ? je l'ignore pour le moment.

FL – Tu parles souvent du Bazar comme d'une structure sociale très importante en Iran ; alors, qu'est-ce que c'est exactement ?

R – Je ne pense pas en avoir parlé comme d'une structure sociale. Le Bazar a contribué beaucoup financièrement au mouvement de ces dernières années, parce qu'il a été lésé par la mainmise des investissements étrangers sur le pays. Le Bazar c'est un centre commercial très vieux qui vendait des produits qui provenaient du pays-même, mais le Bazar a subi des attaques dures par l'introduction des produits étranger et il acceptait mal le mode de vie importé d'Occident. Le Bazar aidait énormément financièrement des gens comme Chariati qui est en quelque sorte le théoricien qui a donné un sang nouveau à l'Islam et qui attaquait durement le parallèle au mode de vie de l'Islam que constituait le mode de vie occidental. Chariati a été exclu d'une université où il enseignait parce qu'il était considéré comme subversif et le Bazar l'a aidé financièrement pour construire une mosquée qui est un centre culturel de propagande islamique. Et le Bazar a beaucoup contribué financièrement au mouvement de grève en soutenant les familles des grévistes. Mais je pense que le Bazar sera aussi lésé par les lois islamiques si elles sont vraiment appliquées, et c'est là que l'on voit la différence entre le Front National (les libéraux) et les koménistes. Le Bazar sera lésé parce que les lois islamiques interdisent l'usure sur les prêts et tout le système bancaire devra être changé. Et les lois islamiques auront des répercussions sur l'économie du pays qui pourraient même engendrer des mécontentements chez les partisans de Khomeny. Le Bazar a toujours été le soutien de la religion et les ressources des mosquées venaient en partie des gens qui payaient une partie de leurs revenus à l'Islam ; une sorte d'impôt. Le peuple était canalisé par les religieux parce qu'il n'avait pas d'autre moyen de s'affirmer qu'au sein des mosquées, et les religieux disposaient d'un cadre élargi de 18.000 mollahs aidés financièrement par le Bazar.

Les anciens féodaux ou petits propriétaires ont aussi été lésés par l'économie de type occidental parce que la politique du Chah consistait à détruire l'agriculture, à rendre le pays dépendant de l'importation de vivres qui venaient principalement des États-Unis. L'Iran qui était avant un grand pays d'exportation est devenu complètement dépendant. Mais la politique du Chah était de favoriser l'émigration des petits propriétaires vers les centres industriels. Et les grands féodaux ont beaucoup investi dans l'industrie.

FL – On parle d'effondrement total de l'armée. Comment une armée qui est présentée comme la mieux entraînée de cette partie du monde a-t-elle pu arriver en l'espace de quarante-huit heures à une telle déroute ?

R – L'armée a toujours adopté une attitude de résistance. Elle n'a pas arrêté de tirer sur la foule. Mais il y avait réellement beaucoup d'agitation au sein de l'armée. Une grande partie des militaires, surtout dans l'armée de l'air s'est détachée du reste de l'armée. Mais la masse a beaucoup affaibli l'esprit de l'armée, par des moyens moraux, en appelant les soldats frères, en jouant sur l'esprit religieux – Khomeny les a appelés les enfants du peuple –, mais cela n'a pas été suffisant. La décomposition des institutions du régime a beaucoup contribué à la démoralisation de l'armée. Il y a eu aussi beaucoup de négociations entre le Premier ministre de Khomeny et les généraux.

FL – L'Iran est un des meilleurs clients du marché des armes françaises. L'armée y est totalement encadrée par les Américains ; elle est présentée comme l'armée la plus forte et la plus disciplinée de presque toute l'Afrique et comme le rempart contre l'infiltration soviétique en Afrique. Alors, tant que le peuple est désarmé en Iran, l'armée tire et arrive tant bien que mal à contenir l'insurrection, mais dès que le peuple s'arme, l'armée s'effondre. Ce n'est pas très logique ...

R – Oui, mais l'armée n'était pas la bonne solution en Iran, même de la part des pays occidentaux. Un coup d'État de l'armée en Iran ne pouvait pas créer une situation stable. Alors la meilleure des choses était de rallier l'armée au nouvel État. Mais le fait que des forces en armes résistaient à l'armée a joué. Et Khomeny lui-même n'a pas donné l'ordre de la guerre sainte parce qu'il envisageait des concessions progressives pour conquérir la hiérarchie militaire. En plus, l'objectif de Khomeny n'était pas de détruire les structures de l'armée ; l'armée restera toujours « intègre » et gardera ses structures. Je ne crois pas à l'éventualité d'un putsch militaire d'une fraction de l'armée, au moins tant que le nouvel État n'aura pas présenté de programme. Un coup d'État contre qui ? pour le moment, l'armée n'a rien perdu. Peut-être que l'impérialisme de l'Union Soviétique va gagner quelque chose aux événements. A long terme, une république islamique, à mon avis, reste une utopie. Elle ne peut que se servir des anciennes institutions et garder le germe de sa corruption.

FL – Dans plusieurs journaux comme « Le Matin » et « Libération », on parle « d'un aspect totalitaire de Khomeny, mais avec des côtés anarchisants », essayant de reposer sur des structures locales, des comités de quartiers, des systèmes associatifs, le tout autour des mosquées. On a même parlé pendant l'insurrection d'une espèce d'autogestion « sur le tas »...

R – C'est que, depuis quelques années, Khomeny et son entourage essaient de trouver des solutions face au marxisme. Comme l'Islam n'avait pas son propre système adéquat à la situation, ces gens-là critiquaient à juste titre l'autoritarisme du marxisme, se sont emparés de certaines idées libertaires, et depuis l'apparition d'une certaine tendance libertaire, ils vont poursuivre l'étude des penseurs libertaires pour faire une salade anarcho-musulmane. Mais il est vrai qu'au début de toute révolution, celle-ci a certains aspects libertaires mais qui sont vite détruits.

FL – Et maintenir une image « anarchisante » permet à Khomeny de s'appuyer sur tout un réseau « fraternel » et de comités pour lutter contre une future emprise du Parti communiste iranien...

R – Oui, mais commencer à créer des associations ou des comités autonomes ne signifie pas la destruction du pouvoir tant que les structures économiques de la société ne sont pas transformées. Tant que les idées libertaires resteront récupérables, qu'elles n'iront pas à l'encontre de la religion directement, une partie de l'entourage de Khomeny s'en réclamera.. Mais Khomeny est en train de devenir un mythe. Les religieux vont récupérer les idées libertaires pour se donner une structure qui ne soit pas totalement en désaccord avec l'Islam, et l'Islam rejette une certaine forme de hiérarchie.

FL – Mais que représente exactement la religion en Iran dans la mesure où en Occident ça peut paraître une aberration qu'une révolution soit menée par des religieux. Est-ce que par exemple, les religieux chiites sont propriétaires de terres, de capitaux ou d'industries ?

R – Effectivement, ce n'est pas uniquement la fermeture du pays sur lui-même qui a contribué au développement actuel de la religion. Le peuple n'a pas trouvé pour le moment d'autres alternatives à son exploitation. Le peuple iranien a toujours été trahi par la politique des politiciens soviétiques ou chinois. Dès l'arrivée de Lénine au pouvoir en URSS, la trahison

Suite p. 2

Foyers éducatifs : pr

L'histoire de Marie-Caroline et Patricia, peut-être en avez-vous entendu parler... en lisant « Libération », « Rouge », « Histoire d'elle » ou « Anti-rouille » ? Mais tous les lecteurs de « Front Libertaire » lisent-ils ces journaux ? C'est moins que certain. De toutes les manières, pour raconter cette histoire, l'histoire d'une lutte, nous ne ferons pas un article : nous préférons publier de larges extraits de textes écrits par les intéressés eux-mêmes.

Qui détourne qui ?

Nous sommes Marie-Caroline et Patricia, âgées de 16 et 15 ans. Nous vivons dans un foyer « éducatif », « la vie au grand air » à Montmorency, ce qui implique que nous devons suivre des règles instituées par la hiérarchie composée par Madame Bardet, la directrice, âgée d'une quarantaine d'années, d'un chef éducateur, Christian M... âgé de 34 ans, de deux éducateurs diplômés, Louise et E..., d'un éducateur Joël et d'une stagiaire Martine. Cette équipe nouvelle est là depuis la rentrée ; leur rôle consiste à nous déresponsabiliser et à nous considérer comme des objets que l'on manipule à son gré. Des exemples ne manquent pas : ils tiendraient beaucoup de place pour pouvoir les écrire tous. Le dernier a suscité une révolte et nous voulons vous mettre au courant car tout est soigneusement caché. Nous avons formulé à nos éducateurs la demande suivante : passer un week-end entier chez deux couples de moniteurs que nous connaissons depuis le camp que nous avons fait ensemble en juillet. Cette demande a suscité une réunion du haut pouvoir. Les éducateurs nous ont répondu : « Non, vous n'irez pas dormir chez eux car vous coucheriez avec eux, et nous ne pouvons pas prendre cette responsabilité. » Sur quoi, nous avons écrit aux moniteurs notre rébellion. Nous avons demandé à la directrice d'écrire avec franchise aux moniteurs.

Un mardi après-midi, nous leur téléphonons et nous apprenons avec stupéfaction que Mme B. a effectivement écrit pour dire :

« Je reçois votre invitation en faveur de Marie-Caroline et Patricia, c'est une proposition sympathique, malheureusement je ne puis l'accepter, ne pouvant autoriser des sorties de week-end en dehors du milieu familial sans que cela ne pose le problème pour d'autres pensionnaires ».

Nous avons alors demandé des explications à nos éducateurs sur un comportement aussi faux. Il a fallu s'en référer à la haute hiérarchie : Mme B. D'après elle, il s'agit là de notre sécurité. Mais qu'est-ce donc que notre sécurité lorsque nous nous faisons frapper à mains nues, lorsque l'éducateur nous traite de chattes en chaleur, de filles qui ont des couilles au cul, lorsque l'éducateur siffle sur notre passage parce que notre manière de nous habiller ou de nous maquiller lui plaît particulièrement ? Nous avons quand même eu l'autorisation d'aller chez les deux couples dimanche après-midi. Ce matin nous prévenons que nous rentrerons à 21 h 30 au lieu de 19 h 30, ou même pas du tout ; l'éducateur nous répond que nous devons prendre nos responsabilités (lui s'en foutait totalement). C'est ce que nous avons fait.

Le soir, nous téléphonons ; la directrice refuse de nous passer l'éducateur nous vivons maintenant cachées avec les flics au cul, car le lendemain la dirlo a signalé notre état de fugue. Mardi soir, le 28, nous rentrerons en demandant le dialogue. Si celui-ci nous est refusé, nous repartirons, même si de toutes façons nous avons les flics au cul...

Quelques heures plus tard, toujours cachées, nous revenons de notre foyer parce que la direction a refusé de discuter des problèmes que nous soulevions. Il était 21 h 15, heure trop tardive pour discuter (dixit la dirlo).

NOUS DISON NON A LA RÉPRESSION !

NOUS SOMMES EN SITUATION ILLÉGALE.

NOUS CONTINUERONS LA LUTTE POUR QUE NOS VOIX SOIENT ENTENDUES, POUR CHANGER LES CHOSES !

Ces personnes chez qui Marie-Caroline et Patricia veulent se rendre, qui sont-elles ? Elles se définissent elles-mêmes ainsi :

Le Collectif de Noisy.

Nous, c'est-à-dire un groupe de sept personnes vivant en communauté dans un pavillon de la banlieue est.

Nous, c'est-à-dire sept personnes toutes issues du milieu psy : études de psychologie, expérience institutionnelle en tant qu'éducateur, infirmier en psychiatrie, animateur, moniteur de colonie de vacances.

Nous, c'est-à-dire sept personnes en rupture de ban totale avec l'institution, les institutions, en lutte contre la/les fonctions répressives de la psychologie dans notre société ; nous qui, de par l'analyse que nous avons faite des institutions, des luttes que nous y avons menées, avons conclu que notre combat ne pouvait se situer qu'en dehors de l'institution, et ceci afin de ne plus nous heurter à la contradiction suivante : fonction/individu militant, contradiction qui sclérosait notre action ou pseudo-action au moment où nous fonctionnions dans l'institution.

Nous, c'est-à-dire sept personnes n'appartenant à aucune organisation politique mais se définissant comme politiquement déterminées.

En juillet 1978, nous avons participé à la réalisation d'un camp de vacances accueillant 75 adolescents de 15 à 18 ans. Ce camp, nous l'avons conçu à 17 (« personnel d'encadrement »), sur les bases suivantes :

— prise en charge des individus par eux-mêmes ;

— déhiérarchisation de la pseudo-équipe d'encadrement, c'est-à-dire roulement des tâches concernant le fonctionnement matériel (économat, cuisine, comptabilité, etc.);

— engagement collectif et individuel des 17 sur : mixité des tentes, information sexualité et contraception, distribution de contraceptifs ;

— tentative d'instaurer des rapports adulte/enfant basés sur la confiance et la responsabilité des individus.

Dans la pratique il s'est avéré effectivement que des relations différentes mineurs/majeurs se réalisaient, mais aussi que notre dernière illusion achevait de se briser sur les initiatives de ce camp autogéré ; comme s'il était possible que cette société-là pouvait nous autoriser à fonctionner radicalement autrement, comme si, parce que nous avions voulu échapper à une/la fonction, nous pouvions y parvenir tout simplement par notre volonté ou désir : nous étions des monos, certes différents, mais nous restions des monos.

Et c'est à l'occasion de ce séjour que nous avons rencontré Marie-Caroline et Patricia, pensionnaires du foyer de Montmorency, qui avaient décidé de passer leurs vacances en Italie et se retrouvaient en Corse.

A la rentrée de septembre 78, certains ados ont manifesté le désir de nous revoir, notamment Marie-Caroline, Patricia et Patrick, lui aussi placé en foyer pour raison familiale.

Nous faisons donc une demande règlementaire et officielle qui n'aboutira par la suite qu'au silence, puis au refus de l'institution.

isons d'«enfants»

C'est le 26 novembre que Marie-Caroline et Patricia décident de passer la nuit à Noisy chez les moniteurs qu'elles avaient connus pendant les vacances. Après une série de contacts entre les intéressées, leurs amis moniteurs, les éducateurs, juges, flics, directrices d'établissement, Marie-Carolinee et Patricia sont ramenées au foyer contre leur gré, et deux plaintes sont déposées pour détournement de mineurs.

Le 12 décembre, Marie-Caroline et Patricia sont reprises par la police suite à un contrôle d'identité. Le 14 décembre, les juges placent Marie-Caroline chez ses parents, et Patricia dans une famille d'accueil. Une conférence de presse est donnée le même jour par « S.O.S. Enfants ».

Le 16, de nouveau une fugue : la police prévient le collectif de Noisy qui s'occupe de leur défense de mener une campagne d'information, que le dossier est transmis au procureur. Le Collectif demande à être agréé comme famille d'accueil. Une enquête sociale doit pour cela avoir lieu, mais il s'avère très vite qu'il s'agit d'une enquête psychiatrique et psychologique. A la date du 12 janvier, le juge n'avait toujours pas convoqué les gens du collectif ; l'avocat apprend que cette rencontre n'aurait pas lieu, à cause de la « politisation (du collectif) et la différence politique entre le juge et ce collectif ».

– Le 27 janvier, un gala de soutien a eu lieu à la Porte de Pantin.

PATRICIA (15 ans)

Si je suis entrée dans un foyer, c'est pour cause de violence par ma mère qui m'a placée dans un centre médico-psycho-pédagogique pendant sept ans, deux heures par semaine, pour que je puisse assumer les coups que je recevais. Un jour, une assistante sociale qui travaillait à ce centre a fait une enquête et je me suis retrouvée en face d'un juge puis dans un foyer d'accueil (Villepinte), sans mon consentement ni celui de ma mère. Là, je suis restée trois mois avant d'être placée définitivement au foyer de Montmorency.

Un an après, j'ai fait la connaissance de Marie-Caroline et nous avons décidé de partir en camp ensemble en Corse en juillet 78. Nous y avons connu les gens de Noisy-le-Grand qui étaient moniteurs au camp. Pour moi, ce fut une grande expérience et de vraies vacances. Nous étions libres, responsables de nous et on nous écoutait.

Lorsque Marie-Caroline et moi nous sommes rentrées au foyer, tout a changé. Il fallait réintégrer le système du mode et du pouvoir : de nouveaux éducateurs et éducatrices sont venus, ainsi que de nouveaux règlements, donc une nouvelle directrice, sans aucun contact avec nous, une personne allant de son bureau à son appartement, de son appartement au bureau....

MARIE-CAROLINE (16 ans)

Jusqu'en janvier 1978, je vivais chez mes parents, mais un climat de violence s'étant installé, que je ne supportais pas, j'ai fugué six, sept, huit fois...

Reprise par les flics, ramenée chez mes parents puis, après m'être bien battue, j'ai l'autorisation de voir Mme Petit, juge pour enfants à Pontoise. Le 26 janvier 78, je suis placée d'urgence pour trois jours au foyer de Montmorency, étant déclarée en danger moral.

Puis a lieu une courte entrevue avec le juge qui me renvoie à l'ADASS, qui me renvoie au foyer d'accueil de Pontoise ; pendant trois mois, séance psy une fois par semaine, puis deux fois par semaine, à la suite d'une tentative de suicide de ma part.

Le 26 avril, j'arrive au foyer de Montmorency, entrevue le jour même avec la directrice, le chef éducateur, l'éducateur, qui m'assaillent des conditions de vie du foyer.

Le 7 juillet, départ en Corse avec Patricia. Nous avions différentes possibilités de lieu et d'activité pour juillet ; nous choisissons l'Italie, nous avons la Corse.

Et c'est le mois le plus chouette de toute ma vie : je peux mettre en pratique le fait de m'assumer : je vis et je reviens à Montmorency avec une expérience si positive que j'ai envie de communiquer. Je me vois confrontée au pouvoir qui ne veut pas que je partage mon expérience. Elle m'a marquée, ainsi que la relation avec les moniteurs du camp ; je voulais la continuer.

Nous avons réussi à pouvoir aller chez eux quelques après-midi, mais pas trop souvent : les relations extérieures n'étant pas estimées favorables pour notre éducation !!

Mais là où les choses se gâtent, c'est lorsque Patricia et moi voulons décider de deux jours de notre vie, c'est-à-dire lorsque nous demandons à passer un week-end à l'extérieur ; nous parlons d'une grande maison et de deux couples de moniteurs qui y vivent, bref, deux couples pas du tout néfastes et incapables de mettre en danger notre avenir !

Il faut une lettre de demande à la directrice après une entrevue avec les éducateurs et les gens de Noisy (monos). Le pouvoir se réunit puis consent à nous donner une réponse : c'est non !...

Chronique de la phallocratie au quotidien

FEMME, RESTE AU RANG !

Montreux (Suisse), après une soirée-cabaret. Il est environ 23 heures, nous cherchons, mon mari, un camarade et moi un restaurant qui serve encore à cette heure-là. Nous n'avons rien mangé de la journée et sommes très contents d'entrer au « Mexicain » (refuge des « attardés »).

Je suis heureuse : il fait chaud, je me sens fondre comme un pauvre qui trouverait un abri et une bonne soupe ! Nous nous asseyons. Politesses intéressées au garçon. Il nous passe les cartes : « Qu'est-ce que tu prends ? » « et toi ? », « Moi un steak tartare... » ; et j'ajoute très bas : « Ça doit coûter cher... les prix ne sont pas marqués ! ». Bredouillement de mon mari... « Ah ? moi si... ». En une seconde je comprends. Un tourbillon de sensation me cloue sur mon siège. Le rouge me monte aux joues, aux yeux... partout... m'envahit... je vois trouble ou plutôt je ne vois plus, je ne sais plus lire, je ne peux plus parler, plus bouger... je suis redevenue un nouveau-né ! Pire, une aveugle... une handicapée... c'est à peine si j'entends les explications désolées, gênées de mon mari et de son camarade.

Dans certains restaurants, en Suisse, c'est comme ça ! Des cartes avec les tarifs pour les messieurs, des cartes sans tarifs pour les dames ! Elles ne travaillent pas sans doute, ne savent pas compter sans doute, ou sont toutes invitées sans doute ? Invitées... pourquoi ? on se le demande...

★★★★

Dialogue entre une téléphoniste de Paris et un opérateur de N'Djamena – (Tchad) :

L'opérateur de N'Djamena : – Le PCV que vous avez demandé est accepté, mais je ne peux établir la communication.

L'opératrice de Paris : – Pourquoi ?

L'opérateur : – C'est une femme qui accepte le PCV et son mari n'est pas là. (précisons qu'un PCV ne peut être accepté que par une personne adulte... sans commentaire).

Depuis peu, dans les centraux téléphoniques, les hommes comme les femmes peuvent faire n'importe quel service (avant, les femmes ne pouvaient travailler la nuit qu'au compte-gouttes, les hommes ne pouvaient travailler le jour). Suite à cette nouveauté, un inspecteur de nuit a déclaré aux opérateurs de nuit que « si une seule femme venait travailler la nuit, il supprimerait les avantages des services de nuit » (resserrement de la discipline, sorties contrôlées...), parce qu'il ne veut pas qu'elles viennent foutre le bordel dans son service. Précisons que plutôt que de s'opposer à la misogynie de « leur » inspecteur, les opérateurs s'opposent à la venue des femmes dans leur brigade.

SCOOP

SPECIAL

PERSPECTIVES ET AUTONOMIE

Sur le visage du soir
la main du rêve a doucement posé le
loup du bal de la nuit
et sur un vieux cadran solaire
dansent les jeunes ombres de la lune.
Tout près,
dans la même lueur,
une inscription surgit :
offensive et autonomie
(d'après Jacques Prévert)

Les voies de la radicalité prolétarienne suivrent des méandres infinis.

Le mouvement autonome parisien retrouve dans son expression les chemins de l'action directe. Le tâtonnement n'y est pas une pratique inconnue ; mais partir de la critique du militantisme gauchiste pour retrouver, à travers ses propres besoins, des actions politiques d'envergure, constitue un dépassement important.

Tant que les autonomes parasitaient les manifestations, ils (et elles) ne faisaient que gêner, voire renforcer, les organisations gauchistes dans la mesure où la base militante n'était pas prête à sortir du giron des bureaucraties. C'est un échec politique parce que les militants(tes) ne sont pas encore désillusionnés sur l'impasse du suivisme par rapport à la gauche et du dogmatisme idéologique. La tentative valait peut-être la peine d'être essayée, mais elle a montré qu'à trop s'occuper des manifestations traîne-savattes, nous nous enfermions dans le rôle peu enviable de caution négative au militantisme traditionnel.

Il fallait trouver autre chose. La destruction des composteurs de billets dans le métro et des parc-mètres marque la tendance à retrouver des actions autonomes en dehors de toute chapelle. Elle réaffirme la nécessité de réagir par rapport à la dégradation de la vie quotidienne, tant au niveau financier que du vécu (contrôle et flicage, instauration d'un urbanisme déprimant style panneaux Decaux ou parc-mètres). C'est aussi la tentative de marquer l'espace urbain d'une empreinte (éphémère) de liberté.

Ces actions impliquent une stratégir particulière. Au lieu d'attendre sans fin l'instauration du socialisme, de jeunes, futurs et ex prolétaires construisent dans la pratique une dynamique contre l'État. La Ville de Paris reconnaît que les parcs-mètres sont aujourd'hui déficitaires, grâce au « vandalisme », mais les justifie parce que cela facilite la circulation. Demain, la gauche et la grande presse (démagogie oblige) lanceront une campagne contre le stationnement payant (sous la pression, qui se confirme, des lecteurs et électeurs automobilistes).

L'objectif est clair : que quelques chiens de banlieues s'attaquant aux points faibles du système répressif (les machines son surveillées) arrivent à remettre en cause une partie du contrôle social ou le paiement des transports en commun, ce serait une victoire politique d'importance. Par rapport au pouvoir politique d'abord, mais aussi au militantisme traditionnel (donc à l'extrême-gauche). La stratégie engagée dans ce sens consiste à frapper l'État dans ce qu'il a de plus sensible : la caisse. Elle implique l'action semi-clandestine, donc une structuration relativement fermée des groupes. Elle peut attirer d'autres franges radicalisées, mais elle n'est pas dénuée de tentations avant-gardistes quand elle est conçue comme une campagne politique revendicative.

Surtout, force est de constater que ce type d'actions n'accroît guère la frange des autonomes. Ce n'est pas dû uniquement à la semi-clandestinité des collectifs, au mode de vie particulier adopté, donc aux difficultés de contact. Mais aussi à la nature même de ces actions.

Prendre son pied est une motivation quelquefois suffisante et toujours nécessaire, se venger des contrôles procure une jouissance incontestable, détruire sa peur et surtout sa passivité en face des événements est une condition nécessaire à l'émergence d'un mouvement social. Mais la carte orange ne coûte que 60 francs, et si détruire un parc-mètre est surtout un acte de libération contre les brimades quotidiennes, l'élargissement social ne peut se faire que si l'enjeu de la lutte devient plus important. L'autonomie parisienne manque encore de base sociale conséquente : voilà le fait majeur auquel il va falloir répondre. Pas besoin d'attendre les révoltes des prolétaires d'usines, de Paris ou d'ailleurs, pas besoin non plus de grandes discussions stériles ou d'avant-garde.

Il suffit de partir de notre propre réalité de chômeurs (euses) et de travailleurs (euses) précaires. C'est là le premier (mais pas le seul) élargissement possible de nos activités. La liaison ne doit plus seulement être affective, mais effective. Même moins violentes, nos actions doivent tendre à

PARCMETRES

renforcer les potentialités de révoltes des prolétaires sans espoir (sans travail et futurs licenciés), s'attacher avec d'autres pour pouvoir envisager des possibilités de révoltes plus étendues dans l'espace et dans le temps. Aujourd'hui nos initiatives doivent être mobilisatrices : faites par dix ou cent, elles doivent aboutir à ce que nous soyons cent ou mille sur nos propres bases. Et il va falloir sérieusement remuer notre cervelle pour y parvenir.

Mais c'est possible !

PARCMETRES

Quoi qu'on dise sur la politique avant-gardiste qui a sous-tendu l'action de militants autonomes contre les parcmètres à Paris, un fait est certain, c'est que la cible visait à cristalliser un sentiment diffus dans le mouvement, traduite concrètement par une aspiration d'autonomie sur un terrain d'illégalité et de refus de la logique capitaliste. Le fait que deux jours plus tard au cours d'une manifestation anti-fasciste à Lyon, de nombreux camarades (libertaires pour la plupart) ont eux aussi détruit de nombreux parcmètres, qu'à Nante enfin les ouvriers de Brissonneau-Lotz, au cours d'affrontements avec les flics ont eux aussi cassé les parcmètres pour « alimenter la caisse de grève », montre non seulement que cet objectif est populaire mais qu'il est repris largement un peu partout. Dans ce cadre, les discussions sur le côté avant-gardiste de l'action, ou sur le fait qu'elle défend les transports individuels plutôt que les transports collectifs, sont oiseuses et ceux qui les mènent n'offrent pas à leur tour par leur action des perspectives concrètes au mouvement, qui puissent pallier aux carences dénoncées dans l'action des parcmètres tout en ayant leur efficacité. Du point de vue de l'efficacité, l'attitude de « France-Soir » et de toute la presse a été significative qui, tout en dénonçant les autonomes, posait en même temps la question de la rentabilité, et donc de l'utilité, des parcmètres, et reconnaissait la réalité quotidienne et de masse des sabotages contre ceux-ci.

Dans de nombreux numéros de *Front Libertaire*, depuis deux ans, le problème de la violence a traversé beaucoup de textes et débats. Ce n'est ni un hasard ni un calcul politique : c'est que de nombreux militan(e)s de l'OCL (ou d'ailleurs) ont franchi un pas important dans les formes de luttes qu'ils (elles) se donnaient. Car le respect de la légalité et de la « responsabilité » syndicale ou gauchiste n'est plus qu'une coquille vide au moment où l'État en est arrivé à dépasser et nier sa propre légalité pour expulser des immigré(e)s, pour loger une partie de sa population dans des taudis insalubres, pour cautionner des lois et des tribunaux d'exception, des prisons clandestines, etc. Et le débat violence/non-violence n'est plus qu'une querelle de salon pour nouveaux philosophes.

L'apparition de la violence est à la fois un problème tactique et de spontanéité. Ce qui s'est passé à Malville en 77 en est un exemple précis et qui s'est confirmé bien d'autres fois après. Les écologistes, sous des mots d'ordre creux, mégalos et crapuleux (dans le sens où l'on ment aux gens tout en connaissant la réalité sur le terrain) proposent une tactique « non-violente offensive », en clair, franchir les réseaux de barbelés et les barrages de flics – ce qui est déjà l'enfance de l'art – s'asseoir par terre ou bousiller, mais bousiller quoi ? Un socle en béton. Petits rigolos ! Fort bien. Sur ces mots d'ordre, on appelle à une manifestation « large, démocratique et unifiée » avec un S.O. qui se comportera comme un troupeau de petits fachos (si un S.O. peut se comporter autrement), avec Ligue, PSU, maos, etc. On isole les deux mille personnes un tant soit peu combatives qui ne faisaient qu'appliquer les mots d'ordre du rassemblement, et notre gentil S.O. les livre aux tirs des flics. Et quarante mille personnes regardent. Un grand Guignol qui a tue Michalon. Tout ça pour une manifestation de masse, pour avoir amené cinquante mille personnes dans un champ de boue ; voilà l'ennemi : le symbole ; cinquante mille manifestants, symbole de la lutte anti-nucléaire internationale. Mais qu'est-ce qui est le plus payant contre une centrale nucléaire ? Les symboles/manifs de masse ou des groupes qui piquent des dossiers à EDF et les rendent publics et dt d'autres qui sabotent les installations ?

Deux types de violence s'opposent ou se conjuguent suivant les cas : « violence de masse » ou « action commando ». Ces deux formes d'action sont plus ou moins liées à ce que l'OCL a appelé, dans son analyse du mouvement autonome, le pôle « marginal » et le pôle ouvrier de l'autonomie.

L'image que donnent les médias des autonomes là-dessus, est claire : « des casseurs assoifés de sang ». Seulement, il y a un hic : quand des sidérurgistes se mettent à casser des sous-préfectures, qu'à Nantes les parcmètres sont vidés pour alimenter les caisses de grève, qu'à Lyon ces mêmes parcmètres sont pétés au cours d'une manifestation contre l'euro-droite, les médias paniquent. Le coup des autonomes-aux-ramifications-internationales ne marche plus. A force de voir des autonomes partout, on se trouve devant un mouvement social d'une ampleur oubliée depuis 68 et que le capitalisme va avoir du mal à endiguer. L'État a créé une toile d'araignée du fonctionnariat qui n'offre que des symboles (préfecture ou autre) auxquels il est normal que la révolte s'attaque en premier. Mais cette colère va beaucoup plus loin. Des ouvriers de Longwy ou de Denain qui affirment comprendre les motivations des « casseurs de St-Lazare ». Voilà ce qui gène le plus le capital. Ce n'est pas un coup de colère isolé, mais l'affirmation de la solidarité d'un bout à l'autre des luttes qui lui fait peur. Et cette affirmation passe par des pratiques communes, et c'est vers ce but que nous devons lutter. Pour que les gens de Longwy puissent comprendre et renouveler des actions faites à Nantes ou à St-Nazaire poar exemple, ce qui commence déjà à être mis en pratique.

Il est temps d'abandonner ce style d'action qui consiste à prétendre s'attaquer à la hausse en cassant des parcmètres. D'abord, qui a une bagnole ? Qui la gare dans des parcmètres avec l'intention de payer ? Le cassage des parcmètres est un joli symbole, mais qui frappe dans le vide. Notre cher « beau'f » national va être content, il va pouvoir garer sa bagnole à l'œil. Participer au spectacle qui consiste à casser sans possibilité de reprendre ou de se servir de ce qui est cassé est idiot. Ce genre d'actions est une impasse pour le mouvement et une aubaine pour Pierrefytte qui ne demande qu'à envoyer des camarades en taule le plus longtemps possible. Le temps n'est plus aux « avertissements » spectaculaires agis par une minorité de camarades qui s'enfoncent dans une tactique qui ne mène nulle part, mais le temps est venu d'attaquer le capital à la caisse par les moyens collectifs que nous donnerons.

Ce qu'il faut maintenant, c'est affirmer que ce mouvement de lutte généralisé qui se précise face à la crise du capital et la tentative de récupération des syndicats doit conjuguer les actions de masse et de sabotage.

Mais la solidarité s'affirme aussi par l'information. Des structures d'info et de luttes sont à créer ou à recréer dans les boîtes en liaison avec des comités de chômeurs qui se montent. Le mouvement possède déjà toute une série de moyens : imprimeries, presse, radios, collectifs... En attendant que ces moyens puissent exister partout où il y a lutte, ceux qui existent peuvent et doivent être mis à la disposition de ces luttes. La solidarité pourrait aussi s'affirmer par des sabotages collectifs dans les boîtes qui marchent.

Et face à la répression violente de toute forme de lutte et de prise de parole, une coordination réelle serait le plus sûr moyen de contrer une criminalisation qui pourrait devenir la dernière voie d'un capitalisme (État - patronat - syndicats - partis) qui semble perdre les rennes d'une situation qu'il a voulue.

Un militant OCL
Paris-Est

BOUQUIN

LES LUTTES AUTONOMES AUX ÉTATS-UNIS

A l'Ouest rien de nouveau (USA - 77/78)

Une nouvelle brochure publiée par *Échange* BP 241 75 866 Paris

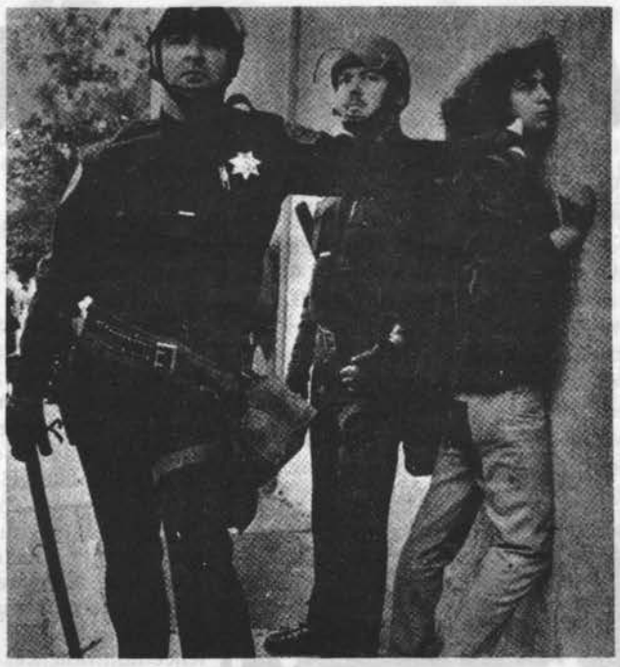
L'économie américaine a atteint un degré d'achèvement inégalé et ses contradictions s'en trouvent aiguisées : le patronat et tous ses larbins se trouvent en face de résistances de la part des travailleurs, que l'on ne trouve nulle part ailleurs. Les paradoxes que crée cette économie elle-même sont de moins en moins supportables pour ceux-là mêmes qui produisent. Le mythe du bonheur par la seule consommation de masse s'écroule. On consomme plus, certes, mais ça ne change pas grand chose, et il faut toujours autant travailler... La misère elle-même s'étale de plus en plus au grand jour, comme à New-York (20 % de chômage, la police elle-même ne s'aventure plus dans certains quartiers du Bronx, les habitations et les rues ou autoroutes se dégradent, etc).

L'extrême pauvreté des populations de certains quartiers noirs ou portoricains, celles des Indiens, ou encore des petits paysans du Sud, côtoient la vie de grand luxe que mènent les possédants. Le développement des techniques condamne lui-même cette société de classes fondée sur une économie de pénurie de plus en plus périmée.

Face à cette oppression qui tente de se renforcer et qui apparaît de plus en plus absurde à un nombre croissant de travailleurs, ces derniers sont amenés par l'expérience à ne plus compter que sur eux-mêmes et à combattre les syndicats qui représentent de moins en moins leurs aspirations, et même leurs simples aspirations immédiates. La puissante institution syndicale américaine combat aussi de toutes ses forces toutes les nouvelles formes de lutte que se donnent les travailleurs, et bien sûr toute aspiration à un mode de production et de vie différent. Le développement de la délinquance, des actions violentes et réprimées, de la drogue, de l'alcoolisme, ou encore des sectes religieuses a permis de canaliser pas mal de révoltes, surtout celles qui ont commencé à exploser dans les années soixante chez les étudiants et autres jeunes de la petite bourgeoisie américaine. Mais maintenant que la révolte s'attaque au cœur du système, au travail salarié lui-même et aux valeurs fondamentales de « l'american way of life », patronat et syndicats ne savent plus trop quoi inventer pour désamorcer ce profond mouvement et « intéresser tous ces jeunes désabusés ». La répression brutale et les armées de sociologues, psychologues et autres militants de choc, ne semblent plus suffire. Ils ont pourtant fait semblant de démocratiser... la démocratie, l'activité sociale, les loisirs, les décisions municipales, syndicales, mais ça n'a fait, semble-t-il qu'aiguiser les apétits, l'insatisfaction, les violences, les « utopies ». « L'aventure » et le retour du Vietnam ont engendré à eux seuls des centaines de milliers de jeunes « désabusés », dont l'expérience a démystifié pas mal de choses et qui ne veulent plus se battre que pour eux-mêmes.

Le texte central de cette brochure raconte la dernière grande grève des mineurs de charbon, où l'on comprendra mieux, après une brève histoire des luttes dans les mines, les nouvelles formes de refus de l'exploitation dont nous parlions auparavant. Les autres textes sont plus disparatres mais aideront aussi à cette compréhension : la grève des mineurs de fer, des informations sur l'utilisation des « food stamps », les pillages au cours de la grande panne électrique sur New-York en juillet 77, une critique de livre sur les « wooblies », des projets de publication, des adresses de groupes aux USA et une brève bibliographie.

Enfin, nous sommes prévenus sur ce que les militants d'« échange » entendent par autonomie : « Ce n'est pas pour nous le nouveau mot d'ordre idéologique à la mode des militants en quête de pouvoir : elle n'est au contraire qu'un processus vivant qui caractérise l'ensemble des luttes de toutes sortes menées par les intéressés eux-mêmes pour leur émancipation ».



RÉPONSE A L'ARTICLE « AUTONOMISME »
(paru dans *Front Libertaire* numéro 102)

A l'heure actuelle, il n'existe que quelques groupes autonomistes épars en Bretagne, Occitanie, Corse etc.

Mais les faits culturels et linguistiques alsacien, basque, breton, catalan, corse, occitan... ne font que s'affirmer de jour en jour. Plus la « crise » sociale s'enfle, et plus l'idée de région dévastée, sinistrée pousse vers une conscience autonomiste qui est liée à celle de classe, qui est une critique du capital. Car tous les individus ont des racines (sociales, culturelles, politiques, voire familiales et aussi géographiques). Et cela ne peut être nié par des Communistes Libertaires Que dans la jungle capitaliste des individus se recherchent (ou s'inventent) leur identité culturelle quoi de plus naturel !

Mais tant en Ulster (Irlande du Nord) qu'au Pays Basque ou au Kurdistan (écartelé entre l'Irak, l'Iran, la Syrie, la Turquie et l'URSS), l'autonomisme est une revendication qui cache, par son ampleur, les revendications sociales-politiques du prolétariat. Tactiquement, je pense qu'il est souhaitable qu'il existe un Pays Basque autonome, un Ulster autonome, un Kurdistan indépendant. Car les nouvelles structures (qui n'en seront pas moins capitalistes), pas plus que les anciennes, centralistes, ne sauront résoudre les problèmes, MAIS AU MOINS LA REVENDICATION AUTONOMISTE laissera la première place à la REVENDICATION OUVRIERE ET SOCIALE. Cette dernière ne saurait plus être éludée ni hypothéquée par les idées autonomistes ou indépendantistes. L'Italie, l'Allemagne n'ont pas de problèmes de minorités « nationales » étant de structures fédéralistes, seuls les problèmes sociaux, politiques se posent.

Il est temps que la gauche jacobine n'embrume plus le ciel libertaire (s'il existe).

Un C.L. de Lyon

Les gens intéréssés par la création d'un groupe sur le VAL DE MARNE (94) sont cordialement invités à se réunir le SAMEDI 3 MARS à 15H. au 33 rue des Vignoles 75020 PARIS M° AVRON ou BUZENVAL.

Le 23 Février, jour de la ST LAZARE, à l'occasion du procès en appel des 4 de ST LAZARE : Rassemblement et débat sur les luttes et la répression à JUSSIEU à partir de 16 H et à l'initiative du CINEL. Soyez nombreux.

Self service

LETTRE OUVERTE AUX ROCKEUX (euses) AUX FOLKEUX (euses) ... ET AU AUTRES ...

Plus possible ! On n'en peut plus ! Des concerts qui coûtent les yeux de la tête, des 33 tours qui s'alignent sur la « libération » des prix sauce Barre, avec comme dernière nouveauté des disques couleurs pour mieux nous appater. Et depuis peu, les badges, eh oui, à l'effigie de la star ou du groupe favori. On ne sait plus où donner de la tête (et d'où sortir notre fric).

Donc, non seulement on raque, mais en plus, on a le plaisir de se voir parqué(e)s, fliqué(e)s, tabassé(e)s les soirs de concert, par des milices casquées, musclées, racistes et sexistes, qui font jusqu'à tuer (Lucien Meylon, lycéen antillais assassiné à un concert de Peter Gabriel, l'année dernière à la Porte de Pantin)...

Et la machine continue à fonctionner, alignant les bavures d'une façon trop régulière pour que ce ne soit qu'un hasard. Et ce système, car il s'agit bien de cela, ce système qui se porte bien (zavez entendu parler d'une crise du show-biz, vous ?), on ne peut pas dire que les artistes engagés ou pas, prisonniers ou pas du show-biz en aient beaucoup parlé. Un silence qu'on aimerait bien voir rompre, car il apparaît souvent comme un aveu d'inconscience, ou plus grave, de complicité.

De toute façon, on n'a rien à attendre d'une « réforme » du showbiz (ou de sa périphérie).

C'est à ceux et celles (vous, nous quoi) qui en prennent plein la pore de prendre en charge la question (regardez par exemple la mobilisation autour du procès de l'assassin de Meylon).

C'est pourquoi nous proposons :

1. à tous ceux et celles qui ont subi, pris connaissance de bavures (braquages, violences),
2. à tous ceux et celles qui ont des infos « juteuses zé inédites » sur le showbiz (profits, organisation de concerts, tournées, publicité, etc.),
3. à tous ceux et celles, tous ceux qui en ont marre des concerts angoissants, qui veulent vivre de véritables moments de fête et qui comptent organiser des concerts chouettes,
4. à tous ceux, toutes celles qui refusent de « prendre leur pied entre les chiens policiers » et qui veulent participer à des interventions aux portes des concerts pour dénoncer le système KCP Galawash (entre autres), exiger la diminution du prix des places et la dissolution des milices, etc.

Nous proposons de prendre contact avec le COLLECTIF CONTRE LA MUSIQUE DE L'ORDRE ET DU FRIC (nous quoi !) qui se réunit tous les samedis à 14 h 30 à la Fac de Jussieu (tour 46, 1er étage).

DE MÉNIE GRÉGOIRE A LACAN EN PASSANT PAR LE FLIC ET LE G.O. DE SERVICE

... Le champ d'intervention de la psycho ne cesse de s'étendre. Toutes les institutions (l'éducation, la santé, le travail, la justice, etc.) sont peu à peu envahies. L'idéologie dominante se trouve renforcée par la production de nouveaux concepts touchant aux relations humaines et sociales (couple, sexualité, résolution des conflits, exercice de l'autorité, etc.).

Les pratiques diffèrent d'un secteur à l'autre et ne sont appliquées que par des professionnels de la psycho. Des enseignants, des médecins, des travailleurs sociaux, des spécialistes des médias, les flics, les patrons, etc. utilisent aussi des techniques psy et/ou collaborent au tissage d'une vaste toile d'araignée piégeant les individus.

L'ensemble de ces pratiques forme un extraordinaire instrument de contrôle social et politique au service de la classe dirigeante. En effet, la fonction de la psycho à travers ses diverses utilisations est éminemment conservatrice de l'ordre établi. Elle participe du profit capitaliste et codifie notre vie quotidienne : normaliser, étiqueter, sélectionner, individualiser, manipuler, exclure.

Le discours psy est totalitaire, il ne nie pas la réalité sociale, il la reconnaît même en préambule pour mieux l'évacuer. Puis il concentre sa puissance à convaincre l'individu qu'il n'est pas innocent de sa condition, de sa misère, de sa solitude. Il vaut bien sûr mieux, pour le pouvoir, faire croire aux gens que leurs problèmes viennent de leur tête et non pas du système social dans lequel ils vivent.

Pas plus que les autres sciences, la psycho n'est politiquement neutre. Son développement dépend principalement de commandes patronales et de l'État.

Qui sommes-nous ?

Nous sommes d'anciens étudiants en psychologie qui, à travers une pratique pendant nos études (comité de lutte psycho, coordination parisienne des CL, Psycho, forum, réunions/débats, ciné-club, brochure, université Larzac...) et l'analyse que nous en avons faite, avons pris conscience du rôle que l'on veut nous faire jouer. Nous le refusons !

Pourquoi une boutique de psycho ?

Parce que nous pensons que ne rien faire contre la psycho, c'est la renforcer par l'absence de tout élément critique ! Parce qu'aussi il nous semble important de poursuivre sur un autre lieu le travail déjà commencé.

Ce que nous ne voulons pas faire

Il est hors de question que nous organisions des prises en charge, des soutiens, des groupes « différents ».

Chacun pourra trouver à la boutique des analyses, des moyens de compréhension et de lutte, mais en aucun cas une psychothérapie quelconque. Il ne s'agit pas de notre part d'une peur, d'une résistance, mais tout simplement — en dehors de toute appréciation — ce n'est pas notre projet.

Ce que nous voulons faire

Nous voulons aider les individus à résister au nouveau pouvoir qu'est la psycho :

— en découvrant tous les domaines où elle s'inscrit ;
— en comprenant les diverses manières dont elle les manipule ;
— en se donnant les moyens de lutte adaptés.

Comment voulons-nous faire ?

Lors des réunions du lundi soir et du vendredi après-midi, les personnes concernées pourront venir discuter des problèmes qu'elles rencontrent (pas de relation soignant/soigné). Notre rôle consistera — sur la base de nos connaissances et de notre expérience — à leur donner les informations leur permettant de se défendre (bonnes réponses à des tests, comment remplir un dossier psychologique, etc.).

D'autre part, en prenant contact avec les associations locales (locataires, usagers des transports, parents et élèves, syndicats, etc.) d'agir sur les différents secteurs d'intervention de la psycho.

Enfin d'impulser des débats sur des thèmes recouvrant tous les aspects de notre vie quotidienne envahie par la psycho normative.

Boutique de Psycho, 46, rue du Pré-St-Gervais — Paris 19e. Métro : Place des Fêtes.
Réunions : lundi de 19 h à 22 h et vendredi de 14 h à 18 h.

Arrivé le 26 octobre 1978 au 34e Régiment, Christophe MARQUIS avait entamé immédiatement une grève de la faim à la maison d'arrêt Barrès à Metz. Le 2o décembre, Christophe MARQUIS a été libéré et réformé après 51 jours de grève de la faim.

RÉGIONALE LIBERTAIRE NORD PICARDIE

Les 3 et 4 février 1979 s'est tenue à Amiens, la troisième réunion de la Coordination Régionale Libertaire Nord-Picardie, à laquelle ont assisté les délégués des groupes suivants :

- Groupe d'Action Libertaire - Lille
- Groupe Petit Homme (FA) - Hénin
- Groupe FA - Soissons
- Coordination Libertaire de l'Oise
- Groupe Anarchiste d'Amiens (FA)
- OCL Dunkerque
- OCL Amiens.

Excusés :

- Groupe Libertaire Valenciennes
- Individuel Maubeuge.

Après une présentation des différents groupes, et une présentation des attentes de chacun et de chacune, s'est engagé un débat sur l'anti-militarisme et la répression (thèmes soumis à la réflexion depuis la deuxième réunion en novembre 1978). A la suite de ce débat, les buts de la coordination ont été reposés et rediscutés. Un certain décalage par rapport à la première réunion se fit sentir, la coordination semblait stagner ; d'où la volonté de bien sentir la démarche proposée et de la faire fonctionner à plein, afin de renforcer l'outil pratique et militant que se veut être la coordination.

Le but essentiel est d'amplifier l'action du mouvement anarchiste (organisés-inorganisés) au niveau régional, sur la base de pratiques locales ; en vue également de dégager des axes communs d'intervention.

La coordination a montré sa volonté de rendre plus efficace l'outil commun qu'est son bulletin, dont le contenu (exposé et analyse des pratiques de chaque groupe) sert de base aux réunions de la coordination. Les réunions sont donc concrètement : le lieu du débat, de la confrontation et de la proposition ; au niveau par exemple d'actions collectives et/ou spécifiques.

La Coordination s'est donné rendez-vous pour le week-end du 31 mars et du 1er avril, où sera traité également le problème de la mise en place d'une fête libertaire sur Amiens. Une réunion spécifique sur la situation économique : les licenciements dans la région se tiendra dans le courant du mois.

Le prochain bulletin sera édité par le groupe de Noyon. Écrire :
« Le Radis Noir » — B.P. 11.
60400 NOYON.

S.O.S. ENFANTS

Une association « SOS Enfants » vient de se créer à St-Brieuc pour permettre aux enfants et aux parents de trouver un lieu où ils seront accueillis, écoutés, aidés, un lieu où des mineurs et des adultes pourront servir de médiateurs dans les relations enfants/adultes, difficiles ou conflictuelles.

Outre un lieu d'accueil, l'association se veut aussi un droit de discussion sur et avec l'enfant, celui-ci non comme irresponsable, mais comme une personne à part entière, responsable de sa vie et capable de choisir.

Pour cela, le Comité SOS Enfants a mis en place (ouverture le 7 février) une permanence téléphonique et un lieu d'accueil : 86, rue Ragot, ouvert du lundi au samedi de 10 h 30 à 20 h. Tél. 33.09.03.

Il faut préciser également que cette association, si elle se situe en marge des structures actuelles en matière d'enfance en difficulté, ne se présente pas contre celles-ci, mais comme une alternative à des organismes s'occupant d'aide à l'enfance au coup par coup sans s'engager sur les problèmes fondamentaux relatifs à la place des mineurs dans notre société et sans donner voix au chapitre à ces derniers qui sont pourtant les premiers intéressés.

Une trentaine de personnes se sont réunies le 9 février 1979 à St-Sever à l'appel du Comité de Soutien à G. Coulon, éducateur en voie de licenciement de la Maison d'Enfants « Le Cap ».

Il a été décidé de poursuivre l'action sous trois formes :

1. Informer la population locale sur la réalité des faits qui ont motivé le licenciement, et mettre fin à une série de ragots que certains font complaisamment courir ;
2. Informer le milieu éducatif des Landes et des Pyrénées Atlantiques.
3. Étendre le bulletin « Voix du Cap » à d'autres établissements de la région, de façon à rendre publiques des informations sur le fonctionnement des établissements dits « éducatifs », et engager un débat sur l'éducation et la rééducation.

NOTRE BUT : obtenir la réintégration de G. Coulon ; obtenir qu'il puisse travailler selon ses propres conceptions éducatives, même si elles sont différentes de celles généralement pratiquées.

Le Comité de Soutien
B.P. 39
40500 Saint-Sever

RECHERCHE COLLABORATEURS

« En vue d'une prochaine édition d'un mensuel d'analyses pratiques/sociales, recherchons collaborateurs (trices) sur l'étranger (Italie, Angleterre, Espagne, Portugal, Grèce...) ainsi que d'éventuels rédacteurs intéressés par un travail d'analyse et de réflexion politiques, culturelles, sexuelles, économiques, sociales, cinématographiques et également des dessinateurs « comix » et des photographes engagés.

Contacter : Daniel, 24 gran' rue 57157 Marly. »

Un gala de soutien à ASKATASUNA aura lieu au Théâtre municipal d'Évreux, le 5 mars, avec Annie et Didier de GREMONT, Serge Utge ROYO et Carlos ANDREU.

CENTRE DE PROPAGANDE ET DE CULTURE ANARCHISTE

Toute correspondance : CPCA - BP : 21
94120 Villeneuve-Saint-Georges.
Tous versements : CCP Canonne 22 426 67 M Paris.
Le numéro : 4 F - 5 numéros : 20 F.

Le CPCA vient de sortir son numéro 3 Ce bulletin s'adresse aux militants libertaires et a pour but de leur fournir toute une série de renseignements sur ce mouvement : les publications, les revues, les journaux, les librairies, des initiatives locales ou régionales qui sont prises. Son objectif : « Etre au service de TOUT LE MOUVEMENT LIBERTAIRE, sans sectarisme ni exclusive ».

Il ne s'agit pas d'une revue idéologique ni de propagande, mais bien d'un outil qui devrait être indispensable pour chacun. Tous les militants, les groupes et organisations se doivent non seulement s'abonner, mais aussi de lui fournir des informations, des présentations de livres, etc. Il est grand temps de savoir utiliser des outils communs et d'éviter ainsi une dispersion qui épuise tant d'énergie.